

Règlement intérieur du conseil régional

Mandature 2021 - 2028

***RÈGLEMENT INTÉRIEUR
DU CONSEIL RÉGIONAL
D'ÎLE-DE-FRANCE***

Délibération CR 2022-074 du 9 novembre 2022
Délibération CR 2023-025 du 31 mai 2023

Préambule	4
CHAPITRE I – dispositions relatives à la séance inaugurale, à la formation de l'exécutif régional et des groupes politiques	5
Article 1 – de la première réunion.	5
Article 2 – de l'élection de la Présidente	5
Article 3 – de l'élection de la commission permanente et des vice-présidents.....	6
Article 4 – de la constitution des groupes et de leur fonctionnement.	7
CHAPITRE II – du rôle et de la composition des commissions thématiques	7
Article 5.1 – du rôle des commissions thématiques.....	7
Article 5.2 – de la constitution des commissions thématiques.....	8
CHAPITRE III – dispositions relatives aux réunions du conseil régional, de la commission permanente et des commissions thématiques.	10
SECTION 1 – de la convocation des séances.	10
Article 6 – de la périodicité et de l'initiative des réunions.	10
Article 7 – de la convocation et de l'ordre du jour du conseil régional et de la commission permanente.	10
SECTION 2 – des réunions des commissions thématiques.	12
Article 8 – de la saisine des commissions thématiques.....	12
Article 9 – des réunions des commissions thématiques.....	12
Article 10 – des délégations de vote en commission.....	13
Article 11 – de la discussion des rapports.	13
SECTION 3 – de la conférence des présidents.	13
Article 12 – des missions.	14
Article 13 – de la composition de la conférence des présidents.....	14
Article 14 – des réunions.....	14
SECTION 4 – des séances du conseil régional.....	14
Article 15 – du quorum.....	14
Article 16 – de l'ouverture de la séance.....	15
Article 17 – du caractère public des séances.	16
Article 17-1 – des séances en visioconférence.....	15
Article 18 – de la police des séances.....	17
Article 19 – de l'organisation des débats.	19
Article 20 – des questions orales et écrites.	19
Article 21 – de la discussion des rapports.	20
Article 22 – de la discussion des initiatives citoyennes régionales.....	21
Article 23 – des modalités d'adoption des délibérations.....	21
Article 24 – des amendements.	23
Article 25 – des propositions de saisine.....	24
Article 26 – des missions d'information et d'évaluation.	25
SECTION 5 – des séances de la commission permanente.....	25
Article 27 – des dispositions communes avec les séances du conseil régional.....	25
Article 28 – du quorum.	25
Article 29 – de l'ouverture de la séance.....	25
Article 30 – du caractère public des séances	26
Article 31 – des modalités d'adoption des délibérations.....	26
Article 32 – des amendements.	27
Article 33 – des auditions.....	27
CHAPITRE IV – dispositions relatives aux désignations, aux démissions et à l'assiduité.	27
Article 34 – des désignations.....	27
Article 35 – du vote pour les désignations.....	28
Article 36 – des démissions des conseillers régionaux.....	28
Article 37 – de l'assiduité des conseillers régionaux.....	29

CHAPITRE V – dispositions relatives aux délibérations budgétaires	30
Article 38 – du débat d'orientation budgétaire.	30
Article 39 – dispositions générales.	30
Article 40 – de l'avis des commissions thématiques.....	30
Article 41 – de la discussion et du vote de la délibération	31
Article 42 – des amendements aux délibérations budgétaires	31
Article 43 – de l'amendement de coordination.....	33
CHAPITRE VI : communication, expression des groupes d'élus.....	33
Article 44 – principes généraux :.....	33
Article 45 – supports numériques :	33
Article 46 – activité du conseil régional :.....	34

Préambule

En application de l'article 72 de la Constitution du 4 octobre 1958, la région Île-de-France est une collectivité territoriale. Elle s'administre librement par un conseil élu et dispose d'un pouvoir réglementaire pour l'exercice de ses compétences.

L'article L. 4131-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT) dispose que le conseil régional, par ses délibérations, concourt à l'administration de la Région.

Par l'exercice de ses attributions, le conseil régional contribue à la promotion des libertés publiques et individuelles et à des conditions de vie dignes pour tous. Il reflète la diversité d'opinion des habitants dans la région qu'il administre, sur ces bases et dans le respect de la loi et des principes d'éthique de l'élu. A ce titre, les élus régionaux exercent leur mandat dans le respect de la Charte de l'élu local publiée à l'article L. 1111-1 du CGCT, de la Charte pour une nouvelle éthique en Île-de-France du 21 janvier 2016 et plus largement dans le respect de la norme ISO 37001 relative au système de management anticorruption (https://www.iso.org/files/live/sites/isoorg/files/store/fr/PUB100396_fr.pdf).

Le conseil régional constitue un des cadres de la participation des citoyens à la vie locale et encourage particulièrement l'initiative citoyenne par le droit de pétition.

Afin de garantir la libre expression de cette diversité et en application de l'article L. 4132-6 du même code, le conseil régional établit son règlement intérieur, instrument nécessaire à l'exercice de la démocratie, dans les 3 mois qui suit son renouvellement. Ce règlement a vocation à traiter des questions relatives au fonctionnement de l'assemblée.

Il reprend *in extenso* les dispositions appropriées du code général des collectivités territoriales (en italique) et indique la référence des articles de ce code qui ne sont pas intégralement repris mais dont il est fait application.

CHAPITRE I – dispositions relatives à la séance inaugurale, à la formation de l'exécutif régional et des groupes politiques

Article 1 – de la première réunion.

Art. L.4132-7 CGCT

La première réunion du conseil régional se tient de plein droit le premier vendredi qui suit son élection.

Lors de la première réunion du conseil régional, immédiatement après l'élection du président, des vice-présidents et des autres membres de la commission permanente, le président donne lecture de la charte de l'élu local prévue à l'article L. 1111-1-1. Le président remet aux conseillers régionaux une copie de la charte de l'élu local et du chapitre V du CGCT.

Article 2 – de l'élection de la présidente

Art. L.4133-1 CGCT

Le conseil régional élit son président lors de la réunion de droit qui suit chaque renouvellement.

Pour cette élection, il est présidé par son doyen d'âge, le plus jeune membre faisant fonction de secrétaire. Cette élection ne donne lieu à aucun débat.

À l'issue du vote, et après l'installation de la Présidence à la tribune, la parole est donnée aux têtes de listes, présentes au second tour de l'élection régionale, qui le souhaitent pour une intervention courte.

Art. L.4133-1 CGCT

Le conseil régional ne peut dans ce cas délibérer que si les deux tiers de ses membres sont présents lors de la mise en discussion de ce point de l'ordre du jour par le président de séance. Si cette condition n'est pas remplie, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard. La réunion peut alors avoir lieu sans condition de quorum.

Le président est élu à la majorité absolue des membres du conseil régional pour une durée de six ans. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative des membres du conseil régional. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge. Il est procédé à cette élection par un vote à bulletin secret.

Nul ne peut être élu président s'il n'a, préalablement à chaque tour de scrutin, remis aux membres du conseil régional, par l'intermédiaire du doyen d'âge, une déclaration écrite présentant les grandes orientations politiques, économiques et sociales de son action pour la durée de son mandat.

Art. L.4133-2 CGCT

En cas de vacance du siège de président pour quelque cause que ce soit, les fonctions de président sont provisoirement exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations et, à défaut, par un conseiller régional désigné par le conseil. Il est procédé au renouvellement de la commission permanente, dans le délai d'un mois, selon les modalités prévues à l'article L. 4133-5.

En cas de démission du président et de tous les vice-présidents, le conseil régional est convoqué par le doyen d'âge, soit pour procéder à la désignation du conseiller régional prévu à l'alinéa précédent, soit pour procéder au renouvellement de la commission permanente.

Article 3 – de l'élection de la commission permanente et des vice-présidents.

Art. L.4133-4 CGCT

Le conseil régional élit les membres de la commission permanente.

La commission permanente est composée du président du conseil régional, de quatre à quinze vice-présidents et éventuellement d'un ou plusieurs autres membres, sous réserve que le nombre total de ses membres ne soit pas supérieur au tiers de l'effectif du conseil régional.

Art. L.4133-5 CGCT

Aussitôt après l'élection du président et sous sa présidence, le conseil régional fixe le nombre des vice-présidents et des autres membres de la commission permanente.

En vertu de la décision de la délibération du conseil régional n° CR 2021-036 en date du 2 juillet 2021, le nombre des vice-présidents est arrêté à 15 et le nombre des autres membres de la commission permanente est arrêté à 53.

Art. L.4133-5 CGCT

Les membres de la commission permanente autres que le président sont élus au scrutin de liste. Chaque conseiller régional ou chaque groupe de conseillers peut présenter une liste de candidats. Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. Un groupe de conseillers qui ne dispose pas de membres de chaque sexe en nombre suffisant peut compléter sa liste par des candidats de même sexe.

Les listes sont déposées auprès du président dans l'heure qui suit la décision du conseil régional relative à la composition de la commission permanente. Si, à l'expiration de ce délai, une seule liste a été déposée, les différents postes de la commission permanente sont alors pourvus immédiatement dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le président.

Dans le cas contraire, le conseil régional procède d'abord à l'élection de la commission permanente, qui se déroule à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage, ni vote préférentiel, entre les listes mentionnées au deuxième alinéa.

Chaque conseiller régional ou groupe de conseillers régionaux peut présenter une liste de candidats dans l'heure qui suit l'expiration du délai susvisé. Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

Après la répartition des sièges de la commission permanente, le conseil régional procède à l'élection des vice-présidents au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage, ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Si après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

Les membres de la commission permanente autres que le président sont nommés pour la même durée que le président.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Art. L.4133-8 CGCT	<i>Le bureau est formé du président, des vice-présidents et, le cas échéant, des membres de la commission permanente ayant reçu délégation en application de l'article L. 4231-3.</i>
Art. L.4133-6 CGCT	<i>En cas de vacance de siège de membre de la commission permanente autre que le président, le conseil régional peut décider de compléter la commission permanente. La ou les vacances sont alors pourvues selon la procédure prévue aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 4133-5. A défaut d'accord, il est procédé au renouvellement intégral des membres de la commission permanente autres que le président dans les conditions prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L.4133-5.</i>

Article 4 – de la constitution des groupes et de leur fonctionnement.

Art. L. 4132-23 CGCT	<i>Les groupes d'élus se constituent par la remise au président du conseil régional d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant. Ils peuvent se déclarer d'opposition. Sont considérés comme groupes minoritaires ceux qui ne se sont pas déclarés d'opposition, à l'exception de celui dont l'effectif est le plus élevé.</i>
----------------------	---

Un groupe ne peut comprendre moins de 7 membres. Nul ne peut être contraint de s'inscrire à un groupe. Les conseillers qui ne souhaitent pas être inscrits à un groupe siègent en disposition alphabétique, en qualité de non-inscrits. Un conseiller régional qui n'appartient à aucun groupe peut s'apparenter à un groupe de son choix, avec l'agrément de la présidente de ce groupe. Il compte pour la détermination de l'importance numérique du groupe.

Les groupes constituent librement leur bureau. La présidente du conseil régional donne connaissance aux conseillers régionaux de la composition des groupes dès la première réunion du conseil régional qui suit le dépôt de la déclaration, dont elle assure la publication sur le portail de la région Île-de-France. Il en est de même pour les modifications qui lui sont notifiées.

CHAPITRE II – du rôle et de la composition des commissions thématiques

Article 5.1 – du rôle des commissions thématiques.

Les commissions thématiques sont, avec l'assemblée délibérante, un des outils majeurs de la mise en œuvre de la démocratie régionale. Elles reflètent la pluralité des sensibilités représentées au Conseil régional et impulsent par leurs travaux et leurs délibérations les réflexions de l'assemblée sur l'évolution des politiques régionales et leur adaptation aux besoins exprimés par la société civile et les citoyens. Elles peuvent, après information préalable de la présidente du conseil régional, auditionner toute personne morale ou physique utile à la conduite de leurs travaux. Elles peuvent proposer la réalisation d'études, d'expertises, d'évaluations relevant de leur champ de compétence. Elles peuvent rédiger toute proposition de délibération et de résolution à l'attention de l'assemblée régionale dans les domaines de leur compétence.

Elles sont chargées de préparer la discussion en séance publique des projets de délibération. À ce titre, et à l'exception du premier mois de la mandature, dans leur champ de compétence, elles examinent avant chaque réunion de l'assemblée délibérante, les rapports présentés par l'exécutif,

auxquels elles peuvent présenter des amendements soumis à cette assemblée.

Article 5.2 – de la constitution des commissions thématiques.

1) de la répartition en commissions.

Art. L. 4132-21 CGCT | *Après l'élection de sa commission permanente, dans les conditions prévues à l'article L. 4133-5, le conseil régional peut former ses commissions...*

Pour la mise en œuvre de l'alinéa qui précède le conseil régional se répartit en 22 commissions. Leurs compétences et leur composition sont ainsi définies.

La commission du règlement est composée de 22 membres titulaires et 22 membres suppléants.

21 autres commissions thématiques composées chacune de 16 membres :

- Commission des finances et des fonds européens
- Commission du développement économique et de l'innovation
- Commission de l'économie sociale et solidaire et des achats responsables
- Commission de l'environnement
- Commission des transports et des mobilités
- Commission des relations internationales et des affaires européennes
- Commission de la sécurité
- Commission de l'agriculture et de l'alimentation
- Commission de la ruralité, du commerce et de l'artisanat
- Commission de l'emploi et de la formation professionnelle
- Commission de l'administration générale
- Commission de la famille, de l'action sociale et du handicap
- Commission des sports, de la citoyenneté et de la vie associative
- Commission des lycées
- Commission de la culture
- Commission du logement et de l'aménagement
- Commission de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Commission de la jeunesse, de la promesse républicaine et de l'insertion professionnelle
- Commission de la réforme territoriale
- Commission du tourisme
- Commission de la santé

À l'initiative de sa présidente ou du cinquième de ses membres, et afin d'approfondir des questions particulières de compétence régionale, le conseil régional peut décider de la constitution de groupes de travail ou de commissions ad hoc, composés sur le modèle des commissions, avec des membres suppléants ; il en détermine la durée et la mission. La présidente leur fournit les informations et les documents nécessaires à leur travail, à leur demande et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la communication des documents administratifs. Le résultat des travaux du groupe de travail ou de la commission ad hoc donne lieu à une communication en commission thématique.

2) de l'installation et de la composition des commissions.

Chaque conseiller régional siège en tant que membre dans une commission thématique à l'exception de la présidente et des vice-présidents qui ne peuvent être membres des commissions.

La composition des commissions fait l'objet d'un vote en conseil régional, au début de la mandature, à la proportionnelle à la plus forte moyenne

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

appliquée à l'effectif des commissions en fonction de l'effectif total des groupes, et le cas échéant un membre suppléant pour chaque membre titulaire. Quand l'application de la proportionnelle attribuée à un groupe plus de sièges qu'il n'a d'élus, les sièges supplémentaires sont attribués aux élus de ce groupe sans qu'aucun d'entre eux ne détienne plus de trois sièges. Ensuite, au cours de la mandature, par une information adressée au secrétariat général, les groupes indiquent les membres des commissions qui souhaitent changer de commission ou s'en retirer.

La désignation de leurs membres par les groupes favorise l'égal accès des femmes et des hommes aux postes à pourvoir. Les conseillers régionaux qui n'en sont pas membres peuvent librement assister aux travaux des commissions sans prendre part au débat et au vote.

Pour la mise en œuvre de l'alinéa précédent, deux ou plusieurs groupes peuvent constituer un intergroupe. Dans ce cas, il est attribué à cet intergroupe un nombre de membres, dans chacune des commissions, calculé sur la base de l'effectif total de l'ensemble des groupes constituant cet intergroupe.

Quand les dispositions précédentes ne permettent pas à un groupe ou à des conseillers d'être représentés, les élus concernés siègent, dans une des commissions thématiques de leur choix à raison d'un poste au plus par commission et en fonction des sièges disponibles. L'effectif des commissions concernées est alors augmenté dans la limite maximale de deux membres supplémentaires.

La composition des commissions fait l'objet d'une présentation en conseil régional.

3) de l'élection de la présidente et du bureau des commissions.

Lors de leur première réunion, les commissions se réunissent sous la présidence de leur doyen d'âge, le plus jeune membre faisant fonction de secrétaire. Les commissions élisent un bureau composé d'un président, d'un vice-président et d'un secrétaire. Ce dernier poste est réservé à l'opposition sauf dans la commission des finances. La présidence de la commission des finances et des fonds européens est réservée à l'opposition et elle comprend deux vice-présidents.

Chaque membre du bureau est élu au scrutin uninominal majoritaire à deux tours dans l'ordre suivant : président, vice-président et secrétaire. Au premier tour, l'élection se déroule à la majorité absolue des membres présents de la commission. Au second tour, l'élection s'effectue à la majorité relative. En cas d'égalité des voix, le conseiller élu est celui qui est le plus âgé. En cas d'absence de candidature de l'opposition, le poste de secrétaire peut être pourvu par un membre de la majorité régionale.

4) de la vacance des postes au sein des commissions.

Des remplacements poste pour poste des représentants d'un même groupe ou entre groupes peuvent intervenir à tout moment à la demande des présidents de groupe, avec l'accord des intéressés. Ces remplacements sont applicables sans délai après notification auprès du secrétariat général. Il en est donné lecture dans les faits marquants de la séance plénière la plus proche.

5) du renouvellement des commissions.

Les commissions thématiques sont renouvelées à l'initiative de la présidente du conseil régional ou à la demande d'un cinquième au moins des membres du conseil régional.

Elles ne peuvent être renouvelées plus d'une fois par an.

Lors d'un renouvellement, les remplacements sont effectifs sans délai après notification au secrétariat général. Il en est donné lecture dans les faits marquants de la séance plénière la plus proche.

CHAPITRE III – dispositions relatives aux réunions du conseil régional, de la commission permanente et des commissions thématiques.

SECTION 1 – de la convocation des séances.

Article 6 – de la périodicité et de l'initiative des réunions.

Art. L. 4132-5 CGCT	<p><i>Le conseil régional a son siège à l'hôtel de la région.</i></p> <p><i>L'emplacement de l'hôtel de la région sur le territoire régional est déterminé par le conseil régional.</i></p>
Art. L. 4132-8 CGCT	<p><i>Le conseil régional se réunit à l'initiative de son président, au moins une fois par trimestre, dans un lieu de la région choisi par la commission permanente.</i></p>
Art. L. 4132-9 CGCT	<p><i>Le conseil régional est également réuni à la demande :</i></p> <p><i>1° De la commission permanente ;</i></p> <p><i>2° Ou du tiers de ses membres sur un ordre du jour déterminé, pour une durée qui ne peut excéder deux jours. Un même conseiller régional ne peut présenter plus d'une demande de réunion par semestre.</i></p> <p>La présidente réunit la commission permanente au moins 6 fois par an. Elle fixe l'ordre du jour de ses séances.</p>

Article 7 – de la convocation et de l'ordre du jour du conseil régional et de la commission permanente.

7.1 Dispositions communes :

Art. L 4132-18 CGCT	<p>Quatorze jours au moins avant la séance plénière ou la séance de la commission permanente, le président adresse aux conseillers régionaux une convocation comportant un ordre du jour et <i>un rapport, sous quelque forme que ce soit, sur chacune des affaires qui doivent leur être soumises.</i></p> <p><i>Les projets sur lesquels le conseil économique, social et environnemental régional est obligatoirement et préalablement consulté sont adressés simultanément, sous quelque forme que ce soit, aux membres du conseil régional.</i></p> <p><i>En cas d'urgence, le délai prévu peut être abrégé par le président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.</i></p>
---------------------	--

Le président rend compte dès l'ouverture de la séance du conseil régional, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure

Les rapports sont mis à la disposition des conseillers régionaux sous format numérique via l'application disponible sur leurs matériels informatiques compatibles. Par sécurité, les rapports sont également déposés sur le portail des élus. Un exemplaire est tenu à la disposition des conseillers régionaux au secrétariat général.

Les documents relevant des dispositions de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration sont tenus à la disposition des conseillers régionaux au secrétariat général. À ce titre, un conseiller régional ne doit divulguer aucune information porterait atteinte à la protection de la vie privée, au secret médical et au secret des affaires, lequel comprend le secret des procédés, des informations économiques et financières et des stratégies commerciales ou industrielles, à laquelle il aurait accès dans le cadre de son mandat (dossiers de la Commission d'appel d'offres et des jurys de concours, données protégées dans les dossiers de séance...).

La présidente inscrit de plus à l'ordre du jour des points périodiques d'information sur l'activité des organes consultatifs dont le conseil régional estimerait utile de se doter.

La présidente prend en compte les propositions de délibérations et de résolutions faites par les commissions.

7.2 Dispositions applicables au conseil régional :

A. Des vœux des groupes

La présidente du conseil régional établit l'ordre du jour en retenant, à la fin de chaque séance, des vœux présentés par des groupes politiques pour s'exprimer librement sur des questions d'intérêt régional.

La répartition tend à attribuer au moins un vœu à chaque groupe durant l'année civile. En cas de séances supplémentaires, les vœux sont répartis à la proportionnelle à la plus forte moyenne, sur la base de l'effectif des groupes. L'ordre de passage est identique à celui fixé en conférence des présidents pour les interventions des groupes en séance. Les vœux sont rédigés par écrit et déposés via l'application numérique utilisée par le secrétariat général au moins 48h00 avant la séance.

Afin de garantir le droit d'expression des élus, le groupe auteur du vœu dispose de 5 minutes pour le présenter. Le vœu est ensuite soumis sans débat au vote de l'assemblée et peut donner lieu à une explication de vote de chaque groupe pour un temps n'excédant pas 3 minutes.

Dans les 12 mois suivant l'adoption d'un vœu, l'exécutif présente devant la commission thématique concernée les efforts entrepris en vue de sa réalisation.

B. Des initiatives citoyennes régionales

La présidente du conseil régional peut inscrire à l'ordre du jour du conseil régional une initiative portée par au moins 35 000 habitants de plus de 18 ans d'Île-de-France, dès lors qu'elle porte sur un sujet relevant des compétences exercées par la Région.

Les soutiens à l'initiative citoyenne régionale sont recueillis par voie électronique.

SECTION 2 – des réunions des commissions thématiques.

Article 8 – de la saisine des commissions thématiques.

La présidente du conseil régional répartit entre les différentes commissions, en fonction de leurs compétences, les affaires sur lesquelles le conseil régional et la commission permanente sont appelés à se prononcer et qui ont été instruites préalablement par l'administration régionale. Lorsqu'un sujet est commun à plusieurs commissions, la présidente du conseil régional peut susciter la réunion conjointe des commissions concernées. Tout projet de délibération ayant une incidence financière est soumis à l'examen de la commission des finances. Tout projet de délibération ayant une incidence sur l'environnement est soumis à la commission de l'environnement.

Les commissions thématiques sont convoquées par leur président avant chaque réunion du conseil régional ou de la commission permanente pour examiner les rapports relevant de leur domaine de compétences et inscrits à l'ordre du jour par la présidente du conseil régional.

Les commissions thématiques ne peuvent se réunir pendant une séance du conseil régional ou une réunion de la commission permanente, sauf si un point particulier de l'ordre du jour appelle la réunion en urgence d'une ou plusieurs commissions. En ce cas, la séance du conseil régional ou la réunion de la commission permanente est suspendue de plein droit.

Les convocations et l'ordre du jour des commissions arrêtant la liste des rapports dont les commissions sont saisies sont adressés aux membres des commissions et aux groupes au plus tard le lendemain de la promulgation de l'ordre du jour de la séance, sauf cas d'urgence.

Un exemplaire de tout rapport examiné par une commission et comportant un dossier annexe demeure au secrétariat général du conseil régional à la disposition des conseillers régionaux et du secrétariat des groupes.

Article 9 – des réunions des commissions thématiques.

Les réunions des commissions thématiques et des groupes de travail ne sont pas publiques. Elles peuvent être organisées en présentiel, en visioconférence ou en mode mixte (présentiel/visioconférence), sous réserve de préserver la confidentialité des débats. Les collaborateurs des groupes peuvent assister aux réunions des commissions à raison d'au minimum un par groupe et d'au maximum un par élu présent ou connecté. En cas de non-respect de la confidentialité des débats, la commission thématique concernée décide que l'élu ou l'agent concerné ne pourra plus bénéficier de cette modalité d'organisation du travail.

La séance est ouverte par le président de la commission ou le cas échéant par un membre du bureau.

À l'initiative de leur président qui en informe la présidente du conseil régional, les commissions peuvent décider à la majorité d'organiser des déplacements. Afin de limiter au maximum les frais de déplacements, les conseillers régionaux s'engagent à recourir autant que possible à la vidéoconférence et à tous les moyens permettant les échanges à distance. Elles peuvent auditionner toute personne qualifiée et notamment le représentant de l'État dans la région. La conférence des présidents peut être saisie de toute difficulté dans ce domaine par un président de commission.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

À sa demande, les avis du Conseil économique, social et environnemental régional sont exposés par son rapporteur devant la commission compétente.

La présidente du conseil régional fait dresser compte rendu de leurs réunions. S'il y a lieu, il y annexe la liste des représentants d'intérêts consultés par lesdites commissions. Il le fait parvenir aux membres de la commission et aux présidents des groupes ; son contenu est soumis à l'approbation des commissaires présents au début de la réunion suivante. Ces comptes rendus sont tenus à disposition des conseillers régionaux sur le portail des élus.

Les présidents des commissions thématiques disposent du pouvoir de police prévu à l'article -18 au cours de leurs réunions.

Pour qu'un élu connecté en distanciel puisse intervenir au cours d'une commission thématique, il doit s'assurer au préalable de remplir les conditions suivantes : disposer d'une connexion internet fluide, être connecté avec ses nom et prénom apparents, avoir sa caméra allumée et être reconnaissable, dans un environnement calme en situation de garantir la confidentialité des échanges.

Chaque visioconférence de commission thématique doit obligatoirement comporter une salle d'attente pour assurer la confidentialité de la réunion. Le secrétariat général assure le filtrage des participants

Article 10 – des délégations de vote en commission.

Un conseiller régional empêché d'assister à une réunion de commission peut donner délégation pour cette réunion à un autre membre de la commission. Un conseiller régional ne peut recevoir qu'un seul pouvoir, sauf si la loi en dispose autrement.

Article 11 – de la discussion des rapports.

Les vice-présidents et les délégués auprès de la présidente présentent les rapports relevant de leur compétence aux commissions qui en sont saisies.

Le président de la commission est garant des bonnes conditions d'examen des rapports et veille tout particulièrement à la formulation de réponses circonstanciées et argumentées aux questions posées lors des commissions sur les rapports relevant de la commission et inscrits à l'ordre du jour.

Après discussion des rapports et des amendements qui s'y rapportent, les commissions rendent un avis sur les projets de délibérations dont elles sont saisies. Les votes se font à main levée, à la majorité des membres présents ou représentés ; en cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante. Le scrutin secret est de droit sur demande d'un tiers des commissaires. Les délégations de vote sont prises en compte conformément aux dispositions prévues à l'article précédent.

Des rapporteurs, désignés en leur sein, peuvent présenter au conseil régional l'avis émis par leur commission. Cet avis est transmis à la présidente du conseil régional l'avant-veille du début de la séance.

SECTION 3 – de la conférence des présidents.

Article 12 – des missions.

Sur proposition de la présidente du conseil régional, la conférence des présidents se prononce notamment sur la répartition des temps de parole entre les groupes et l'exécutif, l'ordre de passage des groupes dans la discussion générale des rapports, la présentation des questions orales et les délais relatifs au dépôt des amendements et motions. Elle se prononce le cas échéant, sur la proposition de la présidente du conseil régional, motivée par des circonstances exceptionnelles ou la présentation du budget, sur la décision de ne pas tenir de questions orales. Les temps de parole en séance sont répartis à part égale 50/50 entre la majorité et l'opposition. Ensuite, les temps de parole sont répartis pour chaque rapport à la proportionnelle intégrale en fonction du nombre de membres des groupes. Les temps de parole arrêtés sont librement gérés par les groupes politiques : ils intègrent la défense des motions de rejet et des motions de renvoi en commission, la discussion générale, la défense des amendements. A ces temps de parole, s'ajoute une minute d'explication de vote par groupe et par rapport qui peut être utilisée au choix du groupe dans la discussion générale ou dans la défense d'un amendement. Aucun groupe ne peut se voir conférer un temps de parole global supérieur à 8 minutes par rapport, sauf exception motivée par la conférence des présidents. Chaque groupe qui le souhaite peut céder une partie de son temps de parole prévisionnel à un autre groupe, en prévenant le secrétariat général au moment de la date limite de dépôt des amendements.

Avant les réunions du conseil régional, la conférence des présidents examine la recevabilité des demandes écrites déposées auprès de la présidente du conseil régional en vue de créer des missions d'information et d'évaluation.

Elle examine dans les trois mois la recevabilité de l'initiative citoyenne régionale dont a été saisi la présidente du conseil régional, et lui propose le cas échéant de l'inscrire à l'ordre du jour de la prochaine séance plénière du conseil régional.

Article 13 – de la composition de la conférence des présidents.

La présidente, le premier vice-président et les présidents de groupes politiques ou leurs représentants constituent la conférence des présidents.

Lorsque la conférence des présidents se prononce par un vote, celui-ci est décompté en considérant que chaque président de groupe représente un nombre de votes équivalent au nombre de conseillers régionaux qui composent son groupe.

Article 14 – des réunions.

Sur convocation de la présidente du conseil régional, la conférence des présidents se réunit au moins une fois avant chaque séance du conseil régional et, si nécessaire, avant une séance de la commission permanente.

SECTION 4 – des séances du conseil régional.

Article 15 – du quorum.

Art. L. 4132-13 CGCT

Le conseil régional ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Toutefois, si le conseil régional ne se réunit pas, au jour fixé par la convocation, en nombre suffisant pour délibérer, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard et les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des présents.

Sous réserve des dispositions des articles L. 4133-1, L. 4133-5, L. 4133-6 et L.4311-1-1 relatifs à l'élection du président et des membres de la commission permanente, les délibérations du conseil régional sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

La demande de constatation de quorum par le président d'un groupe ou son représentant n'est recevable que si la majorité des conseillers régionaux de ce groupe est effectivement présente dans l'hémicycle.

Article 16 – de l'ouverture de la séance.

La présidente ouvre et peut à tout moment suspendre ou lever la séance. Par défaut, les séances plénières sont convoquées à 9h. Aucune séance ne se prolonge au-delà de 21h. En accord avec la conférence des présidents et à titre exceptionnel, il peut toutefois être dérogé à ces dispositions horaires.

Une suspension de séance est de droit si elle est demandée par un président de groupe politique ou son représentant et si elle n'a pas un caractère abusif. La durée de la suspension est fixée par le président de séance.

Art. L. 4132-12 CGCT

Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par un des secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le président et le secrétaire.

Il contient la date et l'heure de la séance, les noms du président, des membres du conseil régional présents ou représentés et du ou des secrétaires de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote, et la teneur des discussions au cours de la séance.

La parole est donnée pour une durée n'excédant pas 2 minutes à un représentant par groupe qui la demande pour une observation sur le procès-verbal.

Avant de passer à l'ordre du jour, la présidente peut donner connaissance au conseil régional des informations qui concernent l'assemblée.

Art. L.4132-15 CGCT

Un conseiller régional empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote, pour cette réunion, à un autre membre de l'assemblée régionale. Un conseiller régional ne peut recevoir qu'un seul pouvoir, sauf si la loi en dispose autrement. La délégation de vote doit être notifiée à la présidente du conseil régional sous la forme d'un pouvoir écrit avant l'ouverture du scrutin auquel le déléguant ne peut prendre part.

Article 17 – du caractère public des séances.

Art. L. 4132-10 CGCT

Les séances du conseil régional sont publiques.

Néanmoins, sur la demande de cinq membres ou du président, le conseil régional peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Sans préjudice des pouvoirs que le président du conseil régional tient de l'article L. 4132-11, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle ou numérique.

Article 17-1 – des séances en visioconférence.

Art. L. 4132-9-1 CGCT

La présidente du conseil régional peut décider que la réunion du conseil régional se tient en plusieurs lieux, par visioconférence.

Lorsque la réunion du conseil régional se tient par visioconférence, le quorum est apprécié en fonction de la présence des conseillers régionaux dans les différents lieux par visioconférence.

Les votes ne peuvent avoir lieu qu'au scrutin public. En cas d'adoption d'une demande de vote secret, la présidente reporte le point de l'ordre du jour à une séance ultérieure, qui ne peut se tenir par visioconférence. Le scrutin public peut être organisé soit par appel nominal, soit par scrutin électronique, dans des conditions garantissant sa sincérité. En cas de partage des voix, la voix de la présidente est prépondérante. La présidente proclame le résultat du vote, qui est reproduit au procès-verbal avec le nom des votants.

La réunion du conseil régional ne peut se tenir en plusieurs lieux par visioconférence

- *pour l'élection du président et de la commission permanente,*
- *ni pour l'adoption du budget primitif,*
- *ni, applications des articles L. 4132-21 et L. 4132-22 du CGCT,*
 - o *pour la désignation de représentants dans des organismes extérieurs,*
 - o *pour l'élection des membres des commissions thématiques,*
 - o *pour la délégation d'une partie de ses attributions à la commission permanente,*
 - o *pour la délégation de certaines de ses attributions à son président.*

Le conseil régional se réunit en un seul et même lieu au moins une fois par semestre.

Lorsque la réunion du conseil régional se tient entièrement ou partiellement par visioconférence, elle est diffusée en direct à l'attention du public sur le site internet du conseil régional.

Lorsque la réunion du conseil régional se tient entièrement ou partiellement par visioconférence, il en est fait mention dans la convocation adressée en application de l'article L. 4132-8.

La présidente du conseil régional consulte préalablement la conférence des présidents sur le recours à la visioconférence en séance. Ce recours est limité aux périodes de crise grave (crise sanitaire aigüe, ...).

Le conseiller régional empêché d'assister à une réunion en visioconférence doit en aviser par écrit la présidente du conseil régional en respectant le même délai et en transmettant éventuellement la délégation de vote qu'il entend donner à un autre membre de l'assemblée régionale.

La conférence des présidents peut préciser des modalités d'organisation complémentaires des séances.

Article 18 – de la police des séances.

Art. L. 4132-11 CGCT

Le président a seul la police de l'assemblée.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal, et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

I. – Seuls les conseillers régionaux peuvent pénétrer dans l'hémicycle ainsi que les agents autorisés par la présidente du conseil régional. Les collaborateurs des groupes politiques désignés par le président de groupe et dont la liste a été remise à la présidente du conseil régional peuvent assister aux séances aux emplacements qui leurs sont réservés.

Les interpellations de conseillers à conseillers sont interdites. Toute communication entre les personnes placées dans la tribune du public et les membres du conseil régional est interdite pendant la séance.

Il est interdit de téléphoner, de fumer ou de vapoter dans l'hémicycle.

II. – 1) Le non-respect des dispositions du présent règlement expose tout membre du conseil régional aux mesures de police suivantes :

- rappel à l'ordre ;
- rappel à l'ordre avec inscription au procès-verbal ;
- retrait temporaire de parole ;
- exclusion temporaire de séance.

2) Est rappelé à l'ordre tout conseiller régional qui trouble l'ordre soit par une infraction au règlement intérieur soit de toute autre manière ;

Est rappelé à l'ordre avec inscription au procès-verbal tout conseiller régional qui, au cours de la même séance, a encouru un premier rappel à l'ordre ;

Est privé de parole temporairement tout conseiller régional qui, après un rappel à l'ordre inscrit au procès-verbal, n'a pas déféré aux injonctions de la présidente.

Est exclu temporairement de la séance tout conseiller régional qui fait appel à la violence, adresse à un ou plusieurs de ses collègues des injures, provocations, menaces ou tout autre propos pénalement répréhensible, ou qui, ayant déjà fait l'objet d'un retrait temporaire de parole au cours de la même séance, trouble de nouveau l'ordre.

L'exclusion de séance temporaire est prononcée par le président de séance après avis du conseil régional prononcé par assis et levé, sans débat. La durée du retrait de parole et de l'exclusion de séance temporaires ne peut excéder celle de la séance au cours de laquelle les faits reprochés ont eu lieu.

À aucun moment, ces dispositions ne signifient le retrait du droit de vote. Un élu exclu temporairement de la séance peut donner délégation de vote à un autre membre de l'assemblée régionale.

III. – Le violentomètre suivant permet de mesurer le comportement des conseillères régionales et des conseillers régionaux au cours des séances du conseil régional et de sa commission permanente.

		Violentomètre : baromètre pour le bon déroulé des séances																			
Sérénité	Comportement normal des élus : les séances se déroulent sereinement quand chaque élu...	1	s'excuse lorsqu'il ne peut pas assister aux débats																		
		2	respecte le temps imparti pour ses interventions orales																		
		3	écoute ses contradicteurs sans les interrompre																		
		4	respecte les décisions de la présidence de séance																		
		5	fait preuve de courtoisie à l'égard des agents																		
Vigilance	Comportement irrespectueux des élus : il convient d'être vigilant quand un élu....	6	Téléphone ou vapore dans l'hémicycle (RI, art. 18.I. al.3)																		
		7	Communique avec une personne placée dans la tribune du public (RI, art. 18.I. al. 2)																		
		8	Fait entrer dans l'hémicycle une personne non autorisée (RI, art. 18.I. al. 1)																		
		9	Prend la parole quand ce n'est pas son tour (RI, art. 19 al. 2)																		
		10	Interpelle un autre élu au cours de son intervention (RI, art. 18.I. al. 2)																		
		11	Manque de respect à un autre élu, à la présidence de séance ou à un agent (CGCT, art. 1111-1-1)																		
		12	Se donne en spectacle (CGCT, art. 1111-1-1)																		
		13	Abuse des rappels au règlement (RI, art. 19 al. 3 et 4)																		
		14	Continue à troubler la séance malgré un 1er rappel à l'ordre (RI, art. 18.II. al. 2 et s.)																		
		15	refuse de respecter la mesure de retrait de parole qui le vise (RI, art. 18.II. al. 3 et s.)																		
Protection	Comportement violent relevant du pénal : il faut se protéger absolument quand un élu...	16	Injurie un autre élu, la présidence de séance ou un agent (RI, art. 18.II. al. 4 et s. / Loi 29.07.1881, art. 33)																		
		17	"Pète les plombs" (RI, art. 18.II. al. 4 et s.)																		
		18	Menace un autre élu, la présidence de séance ou un agent (RI, art. 18.II. al. 4 et s. / C. pén., art. 222-17)																		
		19	Commet un acte de violence physique en séance (RI, art. 18.II. al. 4 et s. / C. pén., art. 222-13)																		
		20	A un comportement de harcèlement sexuel (RI, art. 18.II. al. 4 et s. / C. pén., art. 222-33)																		
		21	Agresse et blesse une personne dans l'hémicycle (C. pén., art. 222-7 et s.)																		
		22																			

IV. – Si le bureau de commission thématique estime que la gravité des faits commis par un commissaire l'exige, il peut proposer l'exclusion définitive d'un membre de la commission pour une durée d'un an au maximum. Cette mesure constituant une sanction, elle est inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la commission et donne lieu à une procédure contradictoire. L'élu visé, informé par le président de la commission, peut transmettre une communication pour se défendre, dont le président fait lecture. L'ensemble des commissaires se prononce ensuite par un vote sur l'exclusion. En cas de vote favorable à l'exclusion, l'élu concerné doit quitter la commission pour une durée d'un an au maximum et y est remplacé par un membre de son groupe : il doit alors siéger dans une autre commission où il reste au moins un siège disponible. Si un élu fautif était présent en qualité d'auditeur libre, les commissaires peuvent prononcer, selon les modalités déjà précisées au sein du présent paragraphe, une interdiction de reparaitre dans la commission en question pour une durée d'un an au maximum.

Article 19 – de l'organisation des débats.

La présidente du conseil régional dirige les débats. À tout moment, elle peut être suppléé dans cette fonction par un vice-président ou un délégué spécial.

Aucun conseiller ne peut intervenir sans préalablement s'être fait inscrire ou avoir demandé la parole à la présidente. La parole est accordée suivant l'ordre des inscriptions et des demandes, conformément aux propositions de la conférence des présidents.

Les temps de parole indiqués dans le présent règlement ont valeur indicative. Leur respect est soumis à l'appréciation de la présidente dans l'exercice de son pouvoir de police des débats et dans le but d'assurer le droit d'expression des membres de l'assemblée. À ce titre, au terme du temps de parole alloué à l'orateur, la présidente peut l'interrompre et l'inviter à conclure. Il en est de même si l'orateur s'écarte de l'objet de la discussion.

La parole est accordée sur le champ pour un rappel au règlement. Le conseiller concerné doit alors citer les termes de l'article du règlement auquel il se réfère. Elle est accordée également en fin de séance aux conseillers régionaux qui la demandent pour un fait personnel. Dans les deux cas, elle ne peut être conservée plus de 2 minutes.

Article 20 – des questions orales et écrites.

Art. L.4132-20 CGCT

Les conseillers régionaux ont le droit d'exposer en séance du conseil régional des questions orales ayant trait aux affaires de la région.

Ces questions orales sont rédigées par écrit de manière explicite et déposées via l'application numérique utilisée par le secrétariat général, 48 heures au moins avant la séance, dans les conditions fixées par la conférence des présidents.

Chacune est exposée en début de la séance en un maximum de 2 minutes. La présidente, ou le vice-président qu'elle désigne, répond immédiatement en un maximum de 2 minutes. Il n'y a aucun débat. La question et la réponse sont publiées in extenso dans le procès-verbal des séances plénières du conseil régional.

Tout conseiller régional peut adresser à la présidente du conseil régional des questions écrites au sujet des affaires entrant dans les attributions du conseil. Les questions écrites doivent être rédigées de manière concise et ne contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers

nommément désignés : elles sont posées par un seul ou plusieurs conseillers régionaux et adressées ou déposées au secrétariat général. La présidente du conseil régional répond dans un délai de deux mois. Elle a toutefois la faculté, soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne lui permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de sa réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois.

Le texte de la question ainsi que la réponse de la présidente sont publiés sur le portail numérique de publication des actes de la Région en précisant la date, l'objet et le ou les auteurs de la question écrite.

Article 21 – de la discussion des rapports.

Les rapports et projets de délibérations sont discutés dans les conditions suivantes :

1) présentation du rapport

Les rapports inscrits à l'ordre du jour sont présentés par le vice-président du conseil régional en charge du secteur ou un rapporteur désigné par la présidente du conseil régional.

2) avis des commissions.

L'avis de la ou des commissions compétentes est donné par le président de la ou des commissions ou leur rapporteur. Le président de la commission ou son rapporteur peut le commenter pendant une durée qui n'excède pas 2 minutes.

3) discussion générale.

La discussion générale s'organise selon les modalités établies aux articles 12 et 19. Des motions de rejet préalable ou de renvoi en commission peuvent être déposées selon les modalités prévues au 4) du présent article.

Après la clôture de la discussion générale, le conseil régional passe à la discussion de chacun des articles, paragraphes ou alinéas du projet de délibération et des amendements qui s'y rattachent.

Conformément aux trois premiers points de la Charte de l'élu local (article L. 1111-1-1 du CGCT), à l'engagement n° 5 de la Charte pour une nouvelle éthique politique en Île-de-France et au guide de déport des élus régionaux établi par la Commission d'éthique régionale, les conseillers régionaux, lorsque sont abordés des dossiers les intéressant personnellement ou bien leurs proches, de manière directe ou indirecte, ou en qualité d'élus d'autres structures, se retirent de la réunion concernée le temps du débat et ne prennent pas part au vote. Ce déport est signalé par l'élu auprès du secrétariat de séance et consigné au procès-verbal.

4) motions de rejet et motions de renvoi en commission.

a) motions de rejet

Elles ont pour objet de faire reconnaître que le texte ou une partie du texte en discussion est contraire à une disposition législative ou réglementaire ou de démontrer le caractère inopportun ou sans objet du débat. Elles ont pour effet, en cas d'adoption, d'entraîner la décision qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur tout ou partie du texte en discussion. Elles sont remises par écrit auprès de la présidente et ne peuvent être opposées qu'une fois au cours d'un même débat. Elles sont déposées suivant les mêmes règles que

celles qui s'appliquent aux amendements. La présentation d'une motion de rejet par son auteur s'effectue dans le cadre du temps de parole global prévu à l'article 12. Elles sont votées dans les conditions prévues à l'article 23 du présent règlement.

b) motions de renvoi en commission.

Elles ont pour objet de renvoyer en commission tout ou partie du texte auquel elles se rapportent et ont pour effet, en cas d'adoption, d'ajourner tout ou partie du débat jusqu'à présentation d'un nouvel avis de la ou des commissions concernées. Elles sont remises par écrit auprès de la présidente. Elles sont déposées suivant les mêmes règles que celles qui s'appliquent aux amendements. La présentation d'une motion de renvoi en commission par son auteur s'effectue dans le cadre du temps de parole global prévu à l'article 12.

Article 22 – de la discussion des initiatives citoyennes régionales

Lorsque l'initiative citoyenne régionale a été inscrite à l'ordre du jour sur le fondement de l'article 7.2.B, elle donne lieu à un débat sans vote au cours duquel tous les groupes peuvent exposer leur position. La présidente, ou le vice-président qu'elle désigne, s'exprime au terme de ce débat et indique, le cas échéant, les suites qu'elle compte lui donner.

Article 23 – des modalités d'adoption des délibérations

1) vote de la délibération.

Le vote porte en principe sur la totalité du texte en discussion.

Toutefois la division du texte est de droit quand elle est demandée par un conseiller régional. Elle peut également être décidée par la présidente. Dans ce cas, le vote a lieu par article, paragraphe ou alinéas.

Les amendements sont votés selon les modalités prévues à l'article 24 du présent règlement.

Après le vote de chacun des articles, il est procédé au vote sur l'ensemble. A l'issue de ce vote, aucun amendement n'est recevable.

Chaque groupe peut, avant le vote sur l'ensemble du texte, procéder à une explication de vote dans le cadre du temps de parole global prévu à l'article 12.

2) majorité requise.

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés. Les abstentions, les bulletins blancs ou nuls ne sont pas pris en compte dans le dénombrement des suffrages exprimés. Les amendements, motions de renvoi en commission et motions de rejet, sont adoptés dans les mêmes conditions.

Art. L.4132-14 CGCT

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

3) modalités de votes.

Le conseil régional vote :

- au scrutin public à main levée,
- scrutin public électronique,
- au scrutin public à la tribune,

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

- au scrutin secret.

Nul ne peut obtenir la parole durant les opérations de vote.

a) scrutin public à main levée.

Par défaut, le vote s'effectue au scrutin public à main levée sauf s'il en est décidé autrement dans les conditions énoncées au présent article.

Les votes sont constatés par le secrétariat général. Les groupes et les élus, qui ne lèvent pas la main, sont considérés comme ne prenant pas part au vote (NPPV). Les groupes et les élus, qui le souhaitent, peuvent transmettre au secrétariat général les votes différenciés, au plus tard deux heures après la fin de séance.

b) scrutin public électronique.

Le scrutin public électronique est un vote électronique effectué par le biais du boîtier du pupitre de chaque élu. Il peut être demandé :

- à l'initiative de la présidente, en cas de doute sur le résultat d'un vote à main levée ;
- lorsqu'un président de groupe ou son représentant le demande ;
- par un sixième des membres présents.

La présidente annonce l'ouverture du scrutin électronique après avoir averti les conseillers par un signal sonore 3 minutes auparavant, et appelle à ses côtés deux scrutateurs désignés par les groupes sollicités par la présidente. Les conseillers régionaux votent électroniquement. Un conseiller régional ayant reçu un pouvoir, vote d'abord pour lui-même avec sa carte personnelle, puis toujours à sa place exerce son second vote avec la carte de son mandant. Une fois le vote clôturé, la présidente proclame le résultat du scrutin.

En cas de doute, l'opération est renouvelée. Les groupes disposent d'un délai de 10 minutes après la remise du résultat du scrutin public afin de vérifier l'enregistrement de leurs votes par le système électronique. Les observations ainsi recueillies sont datées et signées par la présidente du groupe et les conseillers régionaux concernés et remises à la présidente au plus tard à l'expiration de ce délai. Lorsque les observations des groupes conduisent à un résultat contraire au sens du vote proclamé, la présidente annonce l'ouverture d'un deuxième scrutin. En cas de nouvelle contestation, le scrutin est un scrutin public à la tribune.

Art. L. 4132-12 CGCT

Le procès-verbal de chaque séance [...] contient [...] le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote.

c) scrutin public à la tribune.

Les votes sont recueillis au scrutin public à la tribune :

- à la demande de la présidente du conseil régional,
- à la demande de l'unanimité des présidents de groupe.

Le scrutin public à la tribune ne peut s'appliquer ni aux votes sur les nominations, ni au cas où la loi et le règlement prescrivent un mode de votation spécial.

La présidente annonce l'ouverture du scrutin. Il appelle les conseillers nominalement dans l'ordre alphabétique en commençant par une lettre tirée au sort.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Chaque conseiller régional exprime son vote par un bulletin imprimé à son nom, soit de couleur blanche et portant la mention "pour" soit de couleur bleue et portant la mention "contre", soit de couleur rouge et portant la mention "abstention". Ces bulletins sont recueillis dans trois urnes distinctes. Le conseiller qui a reçu le pouvoir de voter de l'un de ses collègues peut exprimer successivement son mandat et celui de son mandant. A la suite de ce premier appel nominal, il est procédé à un nouvel appel des conseillers qui n'ont pas répondu à l'appel de leur nom.

La présidente, après s'être assuré qu'aucun des membres présents ne désire plus voter, prononce la clôture du scrutin et deux scrutateurs désignés par les groupes sollicités par la présidente procèdent au dépouillement. La présidente proclame le résultat du scrutin.

Le résultat des scrutins publics à la tribune, énonçant les noms des votants, est reproduit au procès-verbal.

d) scrutin secret.

Il est de droit à la demande du tiers des membres de l'assemblée. Il est procédé au scrutin secret dans les formes suivantes.

Des bulletins de vote sont remis aux conseillers régionaux qui les déposent dans l'urne. La présidente, après s'être assurée qu'aucun des membres présents ne désire plus voter, prononce la clôture du scrutin et quatre scrutateurs désignés par les groupes sollicités par la présidente procèdent au dépouillement. Ils font le compte des suffrages, l'arrêtent par procès-verbal signé et le remettent à la présidente qui en proclame le résultat.

Article 24 – des amendements.

Tout conseiller régional, les commissions saisies pour avis et l'exécutif ont le droit de présenter des amendements, via l'application numérique utilisée par le secrétariat général, aux textes soumis au vote du conseil régional et de la commission permanente. Ce dépôt numérique vaut signature au sens du paragraphe 2 ci-après.

1) dépôt des amendements.

a) Les conseillers régionaux

Les conseillers régionaux déposent les amendements dans le délai arrêté par la conférence des présidents, en application de l'article 12 du présent règlement. Si la conférence des présidents n'a pas statué, la date limite de dépôt des amendements est fixée à l'avant-veille midi du jour de la séance.

b) Les commissions

Les commissions peuvent présenter des amendements aux projets de délibérations qui leur sont soumis. Rédigés et adoptés en commission, ils sont déposés dans les conditions fixées au paragraphe 1) a.

c) L'exécutif

La présidente du conseil régional a la possibilité de présenter un amendement à tout moment.

2) présentation des amendements.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Les amendements sont rédigés et motivés par écrit. Ils précisent le texte auquel ils se rapportent. Ils entretiennent un rapport direct avec l'objet de ce texte. Les amendements sont signés par au moins un conseiller régional ou par un président de groupe ou par le président de la commission pour les amendements émanant des commissions.

La présidente fait remettre aux membres du conseil régional le texte des amendements avant le début de la séance.

3) *discussion des amendements.*

La présentation d'un amendement recevable s'effectue dans le cadre du temps de parole global prévu à l'article 12. Quand le temps de parole d'un groupe est épuisé, l'amendement venant en discussion est réputé défendu.

En cas de doute sur la recevabilité d'un amendement, celle-ci est soumise à l'approbation de l'assemblée par la présidente.

Les amendements sont mis aux voix avant le vote sur le texte auxquels ils se rapportent. Une explication de vote sur un amendement peut être effectuée dans le cadre du temps de parole global prévu à l'article 12. La présidente met d'abord aux voix les amendements de suppression, puis les autres amendements s'écartant le plus du texte proposé, et, dans l'ordre où ils s'y opposent, s'y intercalent ou s'y ajoutent. Quand plusieurs amendements sont de portée identique, ils sont soumis au vote simultanément.

Les amendements peuvent faire l'objet de sous-amendements rédigés par écrit et motivés. Les sous-amendements ne peuvent avoir pour effet d'annihiler ou de neutraliser totalement le sens et la portée des amendements auxquels ils s'appliquent. Ils doivent mentionner l'amendement auquel ils se réfèrent. Si la conférence des présidents n'a pas statué, la date limite de dépôt des sous-amendements est fixée à l'avant-veille 18h du jour de la séance.

4) *transmission après séance.*

Les amendements ou sous amendements de l'exécutif adoptés en séance plénière ou en commission permanente font l'objet d'une transmission numérique à l'ensemble des conseillers régionaux le lendemain de leur adoption au plus tard.

De même, les délibérations consolidées sont transmises aux conseillers régionaux par voie numérique, concomitamment à la transmission préfectorale.

Article 25 – des propositions de saisine.

Tout conseiller régional peut remettre une proposition de saisine à la présidente du conseil régional qui consulte la conférence des présidents sur sa recevabilité et sur son opportunité. La décision de la conférence des présidents doit être communiquée par écrit au conseiller qui en est l'auteur dans un délai de deux jours au plus. La présidente inscrit les propositions retenues et soumet un rapport au conseil régional.

Article 26 – des missions d'information et d'évaluation.

Art. L. 4132-21-1 CGCT

Le conseil régional, lorsqu'un cinquième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt régional ou de procéder à l'évaluation d'un service public régional. Un même conseiller régional ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.

Aucune mission ne peut être créée à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement des conseils régionaux.

Toute demande de création d'une mission d'information et d'évaluation est déposée par écrit quatre semaines avant la réunion du conseil régional ; elle est signée par au moins un cinquième des membres du conseil régional. Sa recevabilité est examinée par la conférence des présidents.

Composée à l'identique d'une commission thématique (article 5.2 du présent règlement), la constitution de la MIE fait l'objet d'une délibération du conseil régional, qui décide de la durée de ses travaux, qui ne peut excéder six mois, des modalités de son fonctionnement ainsi que des conditions de remise de son rapport à la présidente. Ce rapport fait l'objet d'une présentation lors de la plus proche séance plénière.

Ni la présidente, ni les vice-présidents, ni les conseillers délégués ne peuvent appartenir à la MIE. Un président et un rapporteur, dont l'un des deux est issu des groupes d'opposition, sont désignés en son sein.

SECTION 5 – des séances de la commission permanente.

Article 27 – des dispositions communes avec les séances du conseil régional

Sous réserve des dispositions particulières de la présente section, les articles 16 à 19 et 21 du présent règlement, relatifs à l'ouverture, au caractère public, à la police des séances, à l'organisation des débats du conseil régional ainsi qu'à la discussion des rapports, sont applicables aux séances de la commission permanente

Article 28 – du quorum.

Art. L.4132-13-1 CGCT

La commission permanente ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente ou représentée.

Faute de quorum, la commission permanente se réunit valablement et de plein droit trois jours après.

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 15 sont applicables à la commission permanente.

Article 29 – de l'ouverture de la séance.

La présidente ouvre et peut à tout moment suspendre ou lever la séance.

Une suspension de séance est de droit dans les conditions prévues à l'article 16 du présent règlement.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Le procès-verbal de la séance précédente est approuvé dans les conditions prévues à l'article 16 du présent règlement.

La présidente peut demander aux membres de l'exécutif, non membres de la commission permanente de présenter et défendre les rapports de leurs secteurs. Dans ce cas, ceux-ci ne comptent pas dans le quorum et n'ont pas voix délibérative.

Article 30 – du caractère public des séances

Les séances de la commission permanente sont publiques, néanmoins, sur la demande de 5 membres ou de la présidente, la commission permanente peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'elle se réunit à huis clos. À l'initiative du conseil régional, ces séances peuvent être retransmises par tout moyen de communication audiovisuelle ou numérique.

Article 31 – des modalités d'adoption des délibérations

1) des délégations de vote.

Un membre de la commission permanente empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote, pour cette réunion, à un autre membre de la commission permanente. Un membre de la commission permanente ne peut recevoir qu'une seule délégation, sauf si la loi en dispose autrement.

2) majorité requise.

Les projets de délibérations sont adoptés à la majorité des suffrages exprimés. En cas de partage des voix, la présidente a voix prépondérante.

Les amendements, motions de renvoi en commission et motions de rejet sont adoptés dans les mêmes conditions.

3) modalités de vote.

La commission permanente vote à main levée. En cas de doute, le vote est réitéré. Toutefois, à la demande de la moitié des membres de la commission permanente, il peut être recouru au scrutin secret dans les conditions fixées à l'article 23-4-d du présent règlement.

En l'absence d'amendement, de motion de renvoi, de motion de rejet, ou d'une demande de mise en discussion, les projets de délibération soumis à la commission permanente donnent lieu à un vote global en fin de séance.

Sous réserve d'une présence effective, les groupes ou les membres de la commission permanente peuvent déposer par écrit auprès du secrétariat général, au plus tard deux heures après la fin de séance, un détail de leurs votes pour toute affaire soumise à délibération, y compris celles faisant l'objet d'un vote global en fin de séance, afin qu'il en soit fait mention dans le procès-verbal de séance.

4) organisation du temps de parole.

La séance dure en moyenne une demi-journée. La discussion générale s'organise selon les modalités établies à l'article 19 telles que précisées ci-après.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Un temps global de parole indicatif de 3 heures 30 minutes est accordé aux groupes politiques pour l'ensemble de chaque séance. Il est attribué à part égale à la majorité et à l'opposition. Pour cela, les temps de parole sont répartis à la proportionnelle intégrale en fonction du nombre de membres des groupes. Les temps de parole arrêtés sont librement gérés par les groupes politiques : ils intègrent la défense des motions de rejet et des motions de renvoi en commission, la discussion générale, la défense des amendements, ainsi que toutes les explications de vote. Chaque groupe qui le souhaite peut céder une partie de son temps de parole prévisionnel à un autre groupe, en prévenant le secrétariat général au moment de la date limite de dépôt des amendements.

L'exécutif dispose d'un temps de parole indicatif de 1 heure 30 minutes.

Des motions de rejet préalable ou de renvoi en commission peuvent être déposées selon les modalités prévues au 4) de l'article 21. Leur temps est décompté dans le temps de parole global des groupes politiques qui les déposent, de même que les explications de vote sur les rapports. Un temps de parole est réservé aux élus non-inscrits : ce temps global est au moins proportionnel à leur nombre.

Les débats portent sur les rapports inscrits à l'ordre du jour et sur les motions et amendements déposés.

Article 32 – des amendements.

1) dépôt et présentation des amendements.

Ils sont présentés dans les conditions prévues à l'article 24 du présent règlement. Chaque membre de la commission permanente dispose du droit de déposer deux amendements par séance qui sont discutés dans le cadre du temps global attribué aux groupes. La parole est libre sur tous les rapports dans le cadre du temps global attribué aux groupes.

2) discussion des amendements.

Les amendements sont discutés dans les conditions prévues à l'article 24-3 du présent règlement.

Article 33 – des auditions

La commission permanente peut, sur invitation de la présidente, procéder à des auditions sur des sujets susceptibles de l'éclairer.

CHAPITRE IV – dispositions relatives aux désignations, aux démissions et à l'assiduité.

Article 34 – des désignations.

Art. L. 4132-22 CGCT

Le conseil régional procède à la désignation de ses membres ou délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Sauf disposition législative, réglementaire ou statutaire contraire, les désignations effectuées par le conseil régional courent pour la durée de la mandature.

48 heures au moins avant la séance, les groupes transmettent au secrétariat général du conseil régional les candidatures et /ou liste(s) de candidats qu'ils présentent aux différents scrutins. Les listes sont composées, autant que possible, alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Article 35 – du vote pour les désignations.

Art. L. 4132-14 CGCT

Les votes sur les nominations ont toujours lieu au scrutin secret dans les cas où la loi ou le règlement le prévoit expressément. Dans les autres cas, le conseil régional peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations

Si une seule candidature a été déposée pour chaque poste à pourvoir au sein des commissions régionales ou dans les organismes extérieurs, ou si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture par le président du conseil régional.

Lors des scrutins secrets, la présidente déclare le scrutin ouvert.

Des bulletins de vote sont remis aux conseillers régionaux qui les déposent dans les urnes. La présidente après s'être assurée qu'aucun des membres présents ne désire plus voter, prononce la clôture du scrutin et deux scrutateurs du conseil procèdent au dépouillement. Ils font le compte des suffrages, arrêtent le procès-verbal, le signent et le remettent à la présidente qui en proclame le résultat.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, les désignations sont effectuées :

- lorsqu'un seul siège est à pourvoir au sein d'un organisme, au scrutin majoritaire à deux tours,
- lorsque plus d'un siège est à pourvoir au sein d'un même organisme, sur proposition de la présidente, après avis de la conférence des présidents,
 - soit au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne,
 - soit pour chacun des sièges, au scrutin majoritaire à deux tours.

Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

Article 36 – des démissions des conseillers régionaux.

Art. L. 4132-2 CGCT

Lorsqu'un conseiller régional donne sa démission, il l'adresse au président du conseil régional qui en donne immédiatement avis au représentant de l'État dans la région.

La démission est exprimée dans un document écrit, daté et signé par l'élu démissionnaire. Elle est définitive à réception du document par le président du conseil régional.

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Le représentant de l'État dans la région notifie le remplacement du conseiller régional démissionnaire à la présidente du conseil régional. Celui-ci en donne connaissance aux membres de l'assemblée dans les faits marquants de la séance du conseil régional la plus proche. Pour autant, l'élection du nouveau conseiller régional est effective dès la démission du conseiller sortant.

Sauf disposition législative, réglementaire ou statutaire contraire et en cas d'appartenance à un même groupe, le conseiller régional nouvellement nommé remplace le conseiller démissionnaire dans les organismes où il représentait le conseil régional. Dans le cas contraire, il est procédé à une nouvelle désignation conformément aux dispositions des articles 35 et 36.

Ces modifications sont portées à la connaissance du conseil régional dans les faits marquants.

Article 37 – de l'assiduité des conseillers régionaux.

Les conseillers régionaux signent une feuille de présence pour chaque demi-journée.

Le conseil régional réduit le montant des indemnités qu'il alloue à ses membres en fonction de leur participation :

- aux séances du conseil régional et de la commission permanente,
- aux réunions de la conférence des présidents,
- aux réunions des commissions dont ils sont membres titulaires (y compris la commission d'appel d'offres et le jury de concours, ainsi que les groupes de travail et commissions ad hoc mentionnés à l'article 5.2,1).

Dans le même cadre, les vice-présidents doivent participer aux réunions de la commission des finances pour y présenter les rapports de leur secteur.

Les absences sont considérées comme justifiées par les motifs suivants :

- réunion convoquée par écrit en urgence ou dont la date ou l'horaire sont modifiés dans un délai inférieur à 10 jours ;
- représentation officielle du conseil régional à une autre manifestation ou à une réunion dans un organisme extérieur de la Région (sur justificatif) ;
- réunion, le même jour, pour deux instances prises en compte dans les modulations de l'indemnité ;
- congé maternité ou paternité, raison médicale ou impérieuse nécessité professionnelle ou personnelle dûment justifiées (certificat, convocation, attestation sur l'honneur).

La modulation du versement des indemnités est fondée sur le dispositif suivant. La modulation de l'indemnité régionale ne peut s'opérer que dans la limite de 50 % de cette indemnité conformément aux dispositions de l'article L. 4135-16 du CGCT. Dans cette limite, tout conseiller régional voit son indemnité mensuelle réduite, sur le semestre suivant, à due proportion

- de ses absences non justifiées,
- et de ses absences justifiées au-delà d'un plafond de 30%.

Les absences justifiées et non justifiées sont calculées à semestre échu et constatées sur un état signé de la présidente du conseil régional. Sont comptabilisées seulement : les absences pour une impérieuse nécessité professionnelle, celles liées à un autre mandat ou encore celles relatives à une impérieuse nécessité personnelle*.

* Pour ne pas être décomptées, les absences pour raison personnelle doivent être dûment justifiées par un document adéquat : congés maternité, paternité ou adoption (certificat maternité, paternité ou adoption) ; mariage ou PACS (copie des actes) ; décès familial (certificat de décès, avis d'obsèques) ; absence momentanée de moyens de garde (justificatif de fermeture du

Les excuses et justifications d'absence doivent être enregistrées par le secrétariat général dans un délai maximum de 8 jours calendaires, sauf cas de force majeure. Les excuses et justificatifs parvenus au-delà de ce délai ne sont pas pris en compte.

La conférence des présidents reçoit communication de l'état d'assiduité provisoire par la présidente du conseil régional. Cette dernière notifie par courriel via le secrétariat général la mesure disciplinaire au conseiller régional concerné, en rappelant le dispositif prévu par le présent article. Une copie est adressée au président du groupe auquel l'élu est rattaché. L'élu concerné peut contester la mesure de modulation, le cas échéant, en fournissant au secrétariat général des justificatifs sous 8 jours. L'état d'assiduité définitif fait l'objet d'une publication sur la plateforme open data de la Région.

CHAPITRE V – dispositions relatives aux délibérations budgétaires

Article 38 – du débat d'orientation budgétaire.

Art. L.4312-1 CGCT | *Dans un délai de dix semaines précédant l'examen du budget, un débat a lieu au conseil régional sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés, la structure et l'évolution des dépenses et des effectifs ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.*

Article 39 – dispositions générales.

Art. L.4312-1 CGCT | *Le projet de budget de la région est préparé et présenté par le président du conseil régional qui le communique aux membres du conseil régional avec les rapports correspondants, vingt jours au moins avant l'ouverture de la première réunion consacrée à l'examen dudit budget, en séance plénière.*

Art. L.4311-1 CGCT | *Le budget voté doit être équilibré en dépenses et en recettes. Le budget est établi en section de fonctionnement et en section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses. Le budget de la région est divisé en chapitres et articles.*

La région Île-de-France présente son budget par fonction.

Art. L.4312-3 CGCT | *Les crédits sont votés par chapitre et, si le conseil régional en décide ainsi, par article.*

Article 40 – de l'avis des commissions thématiques

Les commissions thématiques examinent les documents budgétaires et émettent un avis sur ceux qui relèvent de leurs compétences et attributions.

La commission des finances et des fonds européens donne un avis sur les amendements budgétaires et sur leur recevabilité lorsque celle-ci est contestée par l'exécutif au sens de l'article 42. Seuls les amendements

moyen de garde). Pour ne pas être décomptées, les absences pour raison médicale doivent être dûment justifiées par un arrêt maladie ou un certificat médical ou d'hospitalisation.

appelés par les groupes politiques sont débattus par la commission. Chaque groupe politique peut appeler au maximum un nombre d'amendements égal au nombre de ses membres. Sur la base de leurs exposés des motifs, les amendements non appelés par les groupes donnent lieu à des votes globaux par groupe, à la fin de la réunion de la commission. Sous réserve d'une présence effective, les groupes ou les membres de la commission peuvent déposer par écrit auprès du secrétariat général un détail de leurs votes sur les amendements appelés et sur ceux faisant l'objet d'un vote global, afin qu'il en soit fait mention dans le compte rendu de réunion de la commission.

Article 41 – de la discussion et du vote de la délibération

1) modalités d'adoption du projet de budget.

Le projet de budget est examiné et voté par le conseil régional dans l'ordre suivant :

- Examen du titre I de la délibération relatif aux recettes et vote des chapitres relatifs aux recettes ;
- Examen du titre II de la délibération relatif aux dépenses et vote des chapitres relatifs aux dépenses et des articles additionnels rattachés ;
- Examen du titre III de la délibération et vote des articles additionnels non rattachés ;
- Vote de la délibération dans son ensemble au scrutin public ordinaire.

Les articles additionnels ne peuvent avoir pour objet la création ou la modification des dispositifs d'intervention régionaux.

La délibération budgétaire ne peut comporter aucune affectation directe d'autorisation de programme ou d'engagement, sauf si elle en dispose expressément autrement.

2) organisation du temps de parole pour le projet de budget.

Sauf si la conférence des présidents statue autrement, la séance dure deux journées. La discussion générale s'organise selon les modalités établies à l'article 19 telles que précisées ci-après.

Un temps global de parole indicatif de 8 heures est accordé aux groupes politiques pour l'ensemble de la séance. La parole est accordée aux groupes selon les modalités suivantes. Les temps de parole de la séance sont répartis à part égale 50/50 entre la majorité et l'opposition. Ensuite, les temps de parole sont répartis à la proportionnelle intégrale en fonction du nombre de membres des groupes. Les temps de parole arrêtés sont librement gérés par les groupes politiques : ils intègrent la défense des motions de rejet et des motions de renvoi en commission, la discussion générale, la défense des amendements. Chaque groupe peut, avant le vote sur l'ensemble du texte, procéder à une explication de vote pour un temps supplémentaire n'excédant pas 5 minutes.

Chaque groupe qui le souhaite peut céder une partie de son temps de parole prévisionnel à un autre groupe, en prévenant le secrétariat général au moment de la date limite de dépôt des amendements.

L'exécutif dispose d'un temps de parole indicatif de 6 heures.

Des motions de rejet préalable ou de renvoi en commission peuvent être déposées selon les modalités prévues au 4) de l'article 21. Leur temps est décompté dans le temps de parole global du groupe politique qui les dépose.

Article 42 – des amendements aux délibérations budgétaires

Les amendements aux délibérations budgétaires sont déposés huit jours au moins avant le début de la séance plénière, via l'application numérique utilisée par le secrétariat général ; par sécurité, un double de ces amendements est adressé par mèl au secrétariat général du conseil régional. Toute erreur dans le nommage du fichier d'un amendement entraîne son irrecevabilité.

Ces amendements sont motivés et indiquent précisément les chapitres et programmes budgétaires ainsi que les montants (autorisations d'engagement et crédits de paiement pour la section de fonctionnement, autorisations de programme et crédits de paiement pour la section d'investissement) de l'amendement proposé. Tout particulièrement, l'augmentation des crédits d'un chapitre comme la diminution des crédits d'un ou plusieurs autres chapitres doivent être justifiées et faire l'objet d'une imputation précise, sous peine d'irrecevabilité.

Ces amendements peuvent alors faire l'objet de sous-amendements en commission. Les sous-amendements adoptés par la commission des finances et des fonds européens viennent en discussion en séance plénière. Ils sont examinés préalablement aux amendements auxquels ils se rapportent.

Les amendements aux délibérations budgétaires visant à introduire une dépense supplémentaire ou à diminuer une recette régionale doivent, pour être recevables, proposer une contrepartie financière équivalente, sous peine d'irrecevabilité.

Les amendements ne peuvent avoir pour effet un alourdissement de l'emprunt de la Région. Toute diminution de ressource proposée par un amendement doit être compensée, pour un montant identique, par l'augmentation d'une autre recette ou la réduction d'une dépense de la même section, sous peine d'irrecevabilité.

Toute dépense supplémentaire en crédits de paiement proposée par un amendement doit être compensée, pour un montant identique, par la réduction, d'une autre dépense en crédits de paiement de la même section ou par une augmentation des recettes, sous peine d'irrecevabilité.

La compensation (gage) doit être identifiée, chiffrée et porter sur une ressource propre, dont le taux ou le montant sont fixés par la région, ou une dépense inscrite au budget de la région.

La commission des finances et des fonds européens, réunie préalablement à la séance plénière pour examiner les amendements aux délibérations budgétaires, se prononce sur leur recevabilité financière. Les amendements déclarés irrecevables par la commission ne sont pas examinés en séance.

L'adoption, par l'assemblée, d'un amendement, vaut adoption simultanée du dispositif et du gage qu'il propose. Toutefois, elle vaut adoption du seul dispositif lorsque le gage est réservé à la demande de la présidente.

Lors de l'examen des délibérations budgétaires en séance plénière et à l'issue de l'examen du titre I de la délibération, les amendements proposant des dépenses supplémentaires gagées par des augmentations de recettes, ou proposant des diminutions de dépenses gagées par des réductions de recettes, doivent faire l'objet d'une modification de leurs gages.

La présidente communique à l'assemblée la liste des amendements concernés et suspend le débat budgétaire. Ces amendements, modifiés pour leur seul gage par leurs auteurs et portant redéploiement de dépenses, sont remis à la présidente dans un délai convenu avec la conférence des présidents.

Après remise aux élus des amendements modifiés, la séance est reprise pour l'examen des titres II et suivants de la délibération.

Article 43 – de l'amendement de coordination.

Avant de procéder au vote final sur le projet de budget, la présidente soumet, le cas échéant, à l'assemblée, un amendement de coordination en vue d'arrêter définitivement le budget en dépenses et en recettes.

L'amendement de coordination est soumis, préalablement à son examen en séance plénière, à la commission des finances et des fonds européens.

CHAPITRE VI : communication, expression des groupes d'élus

Article 44 – principes généraux :

Art. L.4132-23-1 CGCT

Lorsque la région diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil régional, un espace est réservé à l'expression des groupes d'élus.

Le contenu éditorial de ces espaces doit obligatoirement être en lien avec un sujet présentant un caractère d'intérêt régional.

Les supports d'information générale s'adressent à tous les Franciliens pour les informer sur les activités du conseil régional.

L'espace d'expression de chaque groupe d'élus comporte :

- un socle comprenant un nombre identique de signes, lui garantissant, quelle que soit sa date de création, un espace d'expression suffisant,
- une partie complémentaire calculée par application de la proportionnelle sur la base de l'effectif des groupes.

Le socle prévu pour chaque groupe est de 20% du nombre total de signes divisés par le nombre de groupes à l'assemblée. Le solde, soit les 80% restants, est réparti à la proportionnelle entre les groupes.

L'expression de chaque groupe dans son espace respectif est de la responsabilité civile et pénale de son président. La mention suivante figure en ouverture des pages d'expression des groupes : « Le contenu de ces tribunes n'engage que la responsabilité de leurs auteurs ».

Article 45 – supports numériques :

La page d'accueil du portail Internet *www.iledefrance.fr* permet l'accès à un espace réservé et non-limité à chacun des groupes de conseillers régionaux. Cet espace est en administration directe des groupes, dans le respect de la charte graphique en vigueur sur le site Internet du conseil régional.

En complément des textes, il est possible, outre le logotype du groupe, d'y faire figurer une photo, dont chacun des groupes s'assure au préalable des

CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

droits de diffusion sur Internet (droit d'auteur, droit à l'image). Un lien peut également être établi avec un autre site Internet.

Le contenu de la page attribuée à chaque groupe relève de la responsabilité exclusive, civile et pénale, de son président.

En cas d'édition de newsletters, un lien direct est réservé sur ces supports pour permettre l'accès à la page Internet réservée à chacun des groupes politiques.

Les contenus rédactionnels, les infographies, les photographies (présentes dans la galerie photos de la médiathèque) ainsi que les vidéos accessibles sur le portail internet de la Région sont en licence Creative commons (CC) dans le cadre d'un système de partage.

Leur utilisation par les élus est permise dans les conditions suivantes : respect d'un crédit Région Île-de-France ; pas d'utilisation commerciale ; pas de modification des sources.

Article 46 – activité du conseil régional :

L'annonce des séances du conseil régional et de la commission permanente et leurs ordres du jour sont rendus publics sur le portail internet de la Région. Toutes les séances sont retransmises en direct sur ce même site.

Les projets de rapport présentés en séance plénière sont rendus public sur le portail internet iledefrance.fr avant la séance.

Tous les dispositifs de subvention de la région font l'objet d'une information sur le site internet du conseil régional.

Toutes les subventions votées par la Région sont rendues publiques et consultables sur le site internet du conseil régional. Il en est de même du contenu des rapports commandés par l'exécutif pour lesquels il est également fait mention de leur coût et de leur auteur.

À partir du portail internet de la Région, l'accès à un espace d'information sur les élus est prévu. L'accès à un espace d'information pour les élus est prévu par la Région sur leurs matériels informatiques compatibles et sur le portail des élus. Par ailleurs, en cas de panne de l'outil numérique qui permet le dépôt des documents de séance, lesdits documents peuvent être adressés par courriel au secrétariat général : sg@iledefrance.fr